

RESEAUX SOCIAUX AU MALI : Entre mobilisation politique et mécanismes de censure

SOCIAL NETWORKS IN MALI : Between Political Mobilization and Censorship Mechanisms

Khalid DEMBELE

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSG)
Institut des Techniques Économiques, Comptables et Commerciales (INTEC-SUP)
Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales (CRAPES)
khalid.dembele@yahoo.fr

Issa BALLO

Université des Sciences Sociales et de Gestion du Mali (USSG)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
issasballo@yahoo.fr

Bakary KONE

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSG)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
konebakary939@gmail.com

Etienne Fakaba SISSOKO

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
Centre de Recherche et d'Analyses Politiques, Économiques et Sociales (CRAPES)
etienne@crapes.net / sissoko.of@gmail.com

Alexis DEMBELE

Université Catholique d'Afrique de l'Ouest (UCAO)
Unité Universitaire de Bamako (UuBa)
dembelezufu@gmail.com

Date de soumission : 23/12/2023

Date d'acceptation : 25/01/2024

Pour citer cet article :

DEMBELE K. & al. (2024) «RESEAUX SOCIAUX AU MALI : Entre mobilisation politique et mécanismes de censure», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 7 : Numéro 1 » pp : 267 – 292

Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.10582646>

Résumé

Cette étude exploratoire analyse l'impact des réseaux sociaux sur la mobilisation politique et les mécanismes de censure au Mali, un pays en transition politique depuis le 18 Août 2020. Nous avons utilisé une méthode combinant des approches quantitatives et qualitatives, avec un échantillon de 384 individus sélectionnés via la méthode des quotas, incluant des professionnels des médias, activistes, vidéastes, experts digitaux, chargés de communication gouvernementaux, experts en communication, professeurs de communication politique, et citoyens utilisateurs de réseaux sociaux. Les résultats montrent que 70% des utilisateurs, principalement sur Facebook et WhatsApp, participent activement aux mouvements sociaux et politiques. La censure et l'autocensure concernent 68% des journalistes, tandis que la désinformation touche 95% des utilisateurs, surtout durant les crises. Cette recherche éclaire les dynamiques sociales et politiques du Mali à l'ère numérique, soulignant le rôle complexe des réseaux sociaux et les défis de censure et de désinformation.

Mots-clés : Mali ; Réseaux sociaux ; Mobilisation politique ; Censure ; Désinformation.

Abstract

This exploratory study analyzes the impact of social networks on political mobilization and censorship mechanisms in Mali, a country in transition since the 18 august 2020. We used a combined method of quantitative and qualitative approaches, with a sample of 384 individuals selected via the quota method, including media professionals, activists, videographers, digital experts, government communication officers, communication experts, political communication professors, and regular social network users. The results show that 70% of users, mainly on Facebook and WhatsApp, actively participate in social and political movements. Censorship and self-censorship concern 68% of journalists, while disinformation affects 95% of users, especially during crises. This research illuminates the social and political dynamics of Mali in the digital age, highlighting the complex role of social networks and the challenges of censorship and disinformation.

Keywords: Mali; Social Networks ; Political Mobilization ; Censorship ; Disinformation.

1. Introduction

Le Mali, pays d'Afrique de l'Ouest riche en histoire et diversité culturelle, est aujourd'hui au cœur de défis politiques et sociaux hors normes. Ces défis, exacerbés par les coups d'État militaires du 18 août 2020 et du 21 mai 2021 (ONU, 2023), ont plongé le pays dans un climat d'incertitude, accentuant les tensions et les défis sociaux. Dans ce contexte, l'émergence des réseaux sociaux, notamment WhatsApp (36% d'utilisateurs) et Facebook (27% d'utilisateurs), joue un rôle prépondérant dans la sphère publique malienne, devenant des vecteurs essentiels pour le débat public, l'information et la contestation politique (Fondation Friedrich-Ebert, 2021).

L'augmentation significative de l'accès à Internet, de 12,89% en 2020 (Internet World Stats, 2020) à 34,5% en 2023 (Data Reportal, 2023)¹, témoigne d'une évolution vers des moyens de communication et de mobilisation modernes, notamment parmi les jeunes et les groupes marginalisés (Mamadou et al., 2020). Cette transition numérique soulève des questions fondamentales sur le rôle des réseaux sociaux dans la dynamique socio-politique du Mali.

Dans quelle mesure les réseaux sociaux influencent-ils la mobilisation politique, la liberté d'expression et les mécanismes de censure au Mali ?

Cette problématique, située dans un paradigme interprétativiste, suggère une exploration approfondie de la dualité des réseaux sociaux comme moyens d'empowerment et vecteurs de censure et de désinformation. Elle interroge les manières dont ces plateformes façonnent l'accès à l'information, les droits civiques, et leur interaction avec les restrictions gouvernementales et les manipulations (Bertelsmann Stiftung, 2020 ; Sissoko, E.F., 2023). L'étude vise ainsi à comprendre leur rôle dans la promotion de la transparence et la responsabilité dans un Mali contemporain, en évaluant leur effet sur la sphère politique publique et en explorant les interactions entre initiatives civiles et régulations gouvernementales (Africa Check, 2021).

Cette introduction prépare le terrain pour une étude qualitative exploratoire, adoptant un guide d'entretien pour recueillir des données et tester nos hypothèses. L'approche méthodologique, située dans un paradigme de positivisme aménagé, implique une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives pour examiner les multiples facettes de l'impact des réseaux sociaux dans le contexte malien.

¹ Soit 7,91 millions d'internautes en janvier 2023.

Nous entamerons par une analyse du paysage médiatique et politique malien, en lien avec l'émergence des réseaux sociaux. Suivra une discussion sur l'utilisation de ces plateformes pour la mobilisation politique et sociale, et leurs rôles dans la diffusion rapide d'informations. Nous examinerons ensuite la censure, les restrictions sur la liberté d'expression et les enjeux de la désinformation sur les réseaux sociaux au Mali. En conclusion, nous synthétiserons les résultats et leurs implications pour la société et la politique malienne, tout en offrant des perspectives sur l'avenir des réseaux sociaux dans le contexte malien.

2. Théories mobilisées, Cadre Conceptuel et Revue de la Littérature

2.1. Théories mobilisées

Notre étude, ancrée dans les sciences sociales et les études médiatiques, mobilise diverses théories pour décrypter la complexité du rôle des réseaux sociaux au Mali. La Théorie de l'Agenda-Setting (McCombs & Shaw, 1972) est primordiale, indiquant que les médias influencent les sujets jugés importants par le public. Cette perspective est enrichie par la Théorie du Framing (Entman, 1993), qui examine la présentation et la structuration de l'information sur les réseaux sociaux, influençant la perception des événements par les utilisateurs maliens.

La Théorie de la Sphère Publique d'Habermas (1962) offre un cadre pour appréhender la contribution des réseaux sociaux au débat démocratique au Mali, soulignant l'importance de l'accessibilité et de l'ouverture communicationnelle. La Théorie du Deux-Niveaux de l'Agenda-Setting (Ghanem, 1997) étend cette analyse en considérant l'évaluation et l'interprétation des sujets, pertinent dans le Mali en mutation.

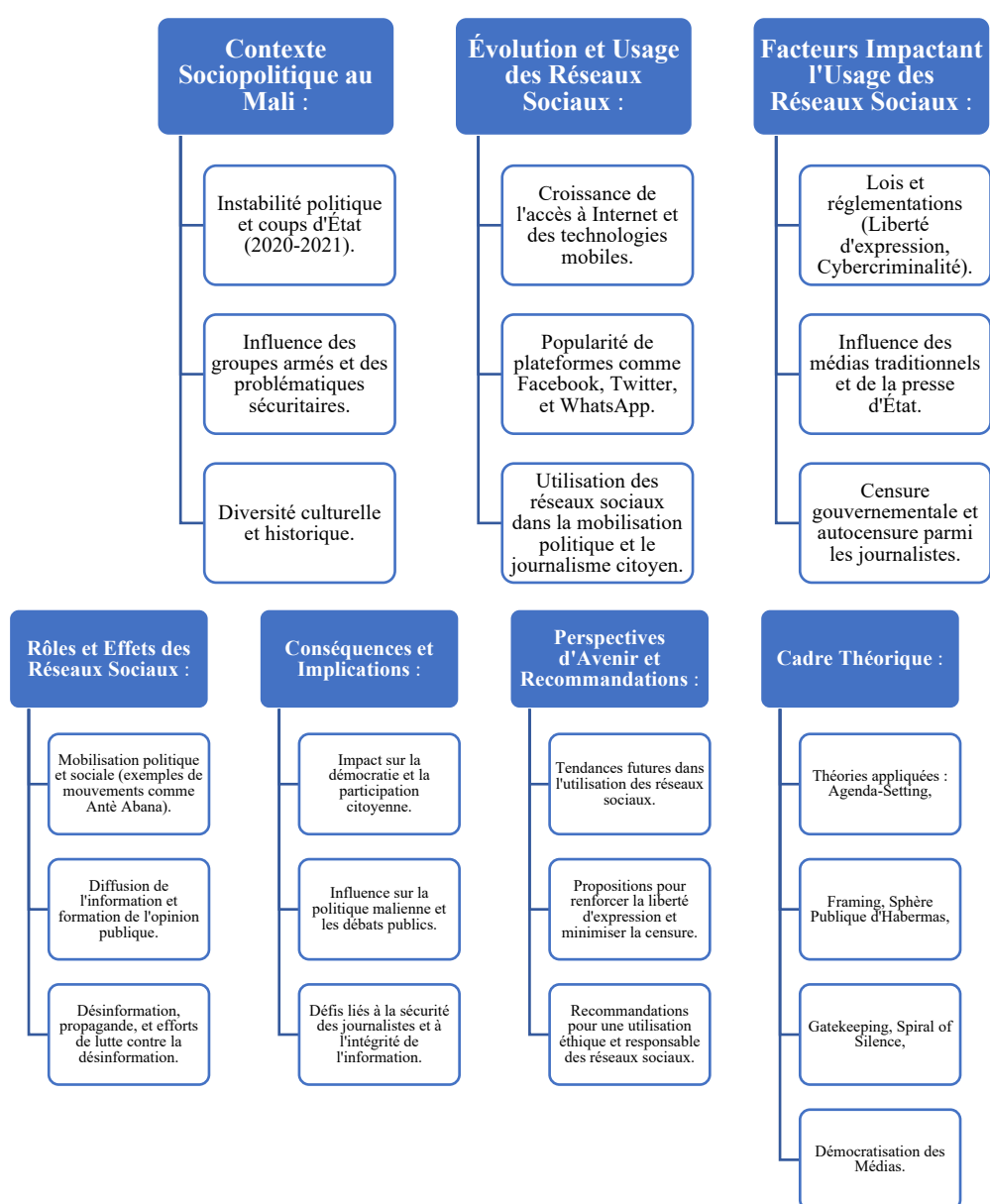
La Théorie de la Propagande de Lasswell (1927) éclaire la diffusion de désinformation et de propagande sur les réseaux sociaux, essentielle pour comprendre les tactiques visant à influencer l'opinion publique malienne. La Théorie du Gatekeeping (White, 1950) se concentre sur les mécanismes de sélection et de filtrage de l'information, aujourd'hui modulés par les algorithmes et les choix des utilisateurs.

La Théorie du Spiral of Silence (Noelle-Neumann, 1974) est cruciale pour aborder la censure et l'autocensure, révélant les raisons de la réticence à exprimer des opinions minoritaires dans le contexte malien. En parallèle, la Théorie de la Démocratisation des Médias (Bennett, 2003) explore comment les technologies numériques élargissent les horizons de participation et d'expression publique.

La Théorie de l’Affordance (Hutchby, 2001) enrichit cette analyse en étudiant comment les caractéristiques des réseaux sociaux influencent les interactions des utilisateurs, capturant les spécificités de leur usage au Mali.

En résumé, la fusion de ces théories offre un cadre analytique solide pour étudier l’impact des réseaux sociaux dans le Mali contemporain, en soulignant leur rôle dans la formation de l’opinion publique et la mobilisation politique, et en mettant en lumière les dynamiques de pouvoir et de communication.

2.2. Cadre Conceptuel de l’étude



Source : Auteur, 2024

2.3. Revue de la Littérature

La revue de la littérature enrichit la compréhension des dynamiques récentes. Togola et De Bruijn (2023) examinent l'utilisation des réseaux sociaux dans les conflits au Centre du Mali, mettant en lumière le rôle du journalisme citoyen via des plateformes numériques comme KI. Cette étude complète celle de Sissoko et Dembélé (2023), qui analysent la digitalisation et son influence sur le journalisme et les médias sociaux maliens, soulignant comment ces outils transforment le paysage médiatique et favorisent la mobilisation politique et sociale.

Dans la même veine, Fofana (2023) explore le concept de citoyenneté numérique dans la transition malienne depuis 2020, illustrant comment les technologies numériques influencent l'engagement civique et la participation politique. Polet (2024) offre une perspective sur les mouvements populaires et les restaurations autoritaires en Afrique subsaharienne, évaluant le rôle des médias sociaux dans ces dynamiques. Heywood (2024) se concentre sur l'impact de la radio et l'empowerment des femmes en Afrique de l'Ouest francophone, fournissant un contexte régional pertinent pour comprendre les médias sociaux au Mali.

L'ouvrage de Diarra (2024) "Leçon de démocratie et de déontologie au 'temple de la discipline'" propose une analyse critique de l'évolution de la démocratie et des médias au Mali dans le contexte de la transition politique en cours, offrant un aperçu de l'éthique et de la responsabilité dans la politique et le journalisme malien.

Ces travaux récents complètent les études antérieures de Bertelsmann Stiftung (2020), Freedom House (2021) et l'étude Afrobaromètre (2021), qui ont déjà souligné les transformations induites par la digitalisation dans le paysage médiatique malien. La question de la désinformation reste centrale, comme le montrent les travaux de Wardle et Derakhshan (2017) et Benkler, Faris, et Roberts (2018), tandis que les initiatives d'Africa Check (2021) et les campagnes de l'UNESCO (2020) mettent en lumière les efforts de lutte contre la désinformation. La réflexion de Voltmer (2013) sur le rôle des médias dans les démocraties en transition demeure pertinente pour comprendre le rôle des réseaux sociaux en tant que forces de changement politique et social au Mali.

Notre étude comble les lacunes de la littérature existante sur l'usage des réseaux sociaux au Mali en offrant une analyse intégrée de leurs impacts politiques, sociaux et communicationnels. Contrairement aux recherches antérieures centrées sur des aspects spécifiques tels que le journalisme citoyen, notre approche holistique examine l'interaction complexe entre utilisateurs des médias sociaux, structures politiques et médiatiques, en mettant l'accent sur les mécanismes

de censure et les stratégies de résistance. Avec une méthodologie combinant des approches quantitatives et qualitatives sur un échantillon représentatif de 384 individus, nous offrons une perspective plus nuancée et complète. Notre contribution se situe dans l'élucidation des stratégies d'empowerment et de résistance au sein de la société malienne, fournissant des recommandations pratiques pour une utilisation responsable des réseaux sociaux. En somme, notre recherche enrichit la compréhension des dynamiques numériques au Mali, offrant des insights théoriques et pratiques inédits.

2.4. Hypothèses de Recherche

Pour notre étude, nous formulons comme hypothèses :

- ☞ ***H(1)*** : Les réseaux sociaux tels que Facebook et WhatsApp pourraient jouer un rôle crucial dans la mobilisation politique et sociale au Mali, en particulier pendant les crises politiques, en offrant des alternatives aux médias traditionnels.
- ☞ ***H(1)*** : Les professionnels des médias au Mali pratiqueraient potentiellement l'autocensure, surtout dans les zones de conflit, tandis que des mécanismes de censure étatiques et non étatiques pourraient limiter la liberté d'expression sur les réseaux sociaux.
- ☞ ***H(1)*** : Les réseaux sociaux pourraient être utilisés pour la propagation de fausses nouvelles et de désinformation au Mali, influençant l'opinion publique et exacerbant les tensions sociales et politiques, notamment durant les périodes de crise politique ou sociale.

3. Paysage médiatique et politique au Mali

3.1. Analyse du Paysage médiatique

Le paysage médiatique et politique du Mali a subi une transformation notable depuis l'entame du processus de démocratisation en 1991. Cette évolution se caractérise par une réorganisation substantielle du secteur de la communication publique et l'établissement d'un cadre législatif et réglementaire robuste (Sangaré et al., 2013). Conformément à l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la législation malienne protège la liberté de presse et d'expression, une garantie constitutionnelle soulignée dans la Constitution de 1992 et réaffirmée dans la version révisée du 22 juillet 2022.

La Loi sur la Presse de 2000, bien qu'ayant marqué des progrès, contient des aspects punitifs nécessitant une révision. De même, la Loi sur les Services Privés de Communication

Audiovisuelle de 2012, qui régit les médias privés, a été critiquée pour ses sanctions rigoureuses à l'égard des journalistes. La Loi sur la Cybercriminalité de 2019 apporte des clarifications utiles mais souffre d'un manque de précision dans certains domaines, indiquant la nécessité d'une mise à jour pour répondre efficacement aux défis actuels (Fondation Friedrich-Ebert, 2021).

Le ministère de la Communication du Mali, avec le soutien de l'Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications/TIC et des Postes (AMRTP), joue un rôle clé dans la supervision et la régulation d'un paysage médiatique de plus en plus diversifié. Cette diversité reflète la richesse et la complexité du milieu médiatique malien, englobant des médias spécialisés dans divers domaines. La Haute Autorité de la Communication (HAC) assiste le ministère dans ces efforts réglementaires, veillant à l'équilibre et à la conformité des médias avec les normes et les réglementations établies.

Pour rester alignée avec les standards internationaux de la liberté de presse et s'adapter aux défis du journalisme numérique, la législation malienne requiert une actualisation constante. La Maison de la Presse du Mali est actuellement engagée dans la révision de ces lois pour assurer leur pertinence et leur efficacité dans le contexte médiatique contemporain^{2,3}.

L'Office de Radiodiffusion-Télévision du Mali (ORTM), avec ses huit antennes régionales, joue un rôle prépondérant dans le paysage médiatique malien. Couvrant environ 70% du territoire et atteignant 65% de la population, l'ORTM est une figure centrale de la diffusion médiatique dans le pays (ORTM, 2023). Le Mali dispose également d'un quotidien national influent, l'Essor, et d'une agence de presse active, l'AMAP, qui sont complétés par un secteur dynamique de radios locales, totalisant 452 stations en modulation de fréquence et environ vingt opérateurs audiovisuels.

Les études récentes indiquent une expansion significative dans le secteur des médias télévisuels maliens. Entre 2017 et 2021, le nombre de chaînes de télévision a bondi de 10 à 43, marquant une croissance impressionnante de 330%. Cette expansion est principalement localisée dans la capitale, Bamako, où dominent les chaînes commerciales, au nombre de 34. Le pays fait également la part belle aux chaînes non commerciales, au nombre de 9, démontrant un intérêt marqué pour les contenus éducatifs et culturels (Sissoko, E.F., 2023).

²Loi N° 2012-019 du 12 mars 2012 relative aux services privés de communication audiovisuelle, adoptée le 23 février 2012 par l'Assemblée nationale,

³ La Loi n°2019- 056 du 05 décembre 2019 portant répression de la cybercriminalité

Quant à la presse écrite, bien que sa distribution soit principalement concentrée dans les centres urbains, elle joue un rôle important dans le paysage médiatique. Aux côtés de l'Essor, des publications comme le Journal Missions contribuent à la diversité de l'information. Les médias nationaux, grâce à leurs stations régionales, offrent une large couverture géographique, renforçant ainsi leur portée.

L'accès aux réseaux sociaux connaît une croissance, stimulée par la couverture étendue des opérateurs télécoms tels qu'Orange, Mouv Malitel et Celecel. Cette croissance est favorisée par la popularité croissante des smartphones et des forfaits de données mobiles (UIT, 2021). L'étude révèle également la présence de 97 activistes et « vidéomans » actifs sur les réseaux sociaux, soulignant l'influence croissante de ces plateformes dans le paysage médiatique du Mali.

Tableau 1 : Panorama du paysage médiatique Malien

Médias	Radio		Télé		Presse Écrite		Presse en Ligne		
	Étatiques	Privées	C	NC	ASSEP	GROUPE	ABM	Appel	DoniBlog
Nbre	(1+8)	401	34	9	236	12	108	71	90
Total	452		43		248				

Source : (Sissoko, E.F., 2023)⁴

3.2. Les réseaux sociaux comme outils de mobilisation politique

Les réseaux sociaux, en particulier Facebook et WhatsApp, ont révolutionné l'activisme et la participation politique au Mali. Ils servent à organiser des manifestations, sensibiliser aux droits civiques, et stimuler les débats sur la gouvernance. L'accessibilité accrue à l'information politique et la facilitation de l'organisation d'actions politiques sont des caractéristiques notables de ces plateformes, permettant une participation active même des régions éloignées. Elles jouent un rôle vital dans la documentation des abus de pouvoir et la promotion de la transparence politique, tout en permettant aux groupes sous-représentés de se faire entendre. Ces dynamiques numériques ont enrichi la vie politique malienne, malgré les défis de désinformation et de polarisation (Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021; Sissoko, E.F., 2023).

Les réseaux sociaux au Mali ont été centraux dans l'orchestration de mouvements politiques importants, tels que les mobilisations pour l'application de l'article 39 et durant les élections de 2012 et 2017. En 2020, leur rôle a été crucial dans les manifestations contre le gouvernement

⁴ La digitalisation et le journalisme : L'impact des réseaux sociaux et du journalisme citoyen sur la scène médiatique malienne. *Revue Francophone*, Numéro 2, Volume 1, pp : 152-176

d'Ibrahim Boubacar Keïta, illustrant leur puissance en tant qu'outils de mobilisation. Les plateformes numériques ont également joué un rôle clé dans les débats sur des questions internationales, influençant potentiellement les politiques du gouvernement malien (Sissoko, E.F., 2023).

Ces plateformes sont devenues des forums essentiels pour le débat public, influençant la perception publique et les politiques gouvernementales maliennes. Par exemple, lors du retrait de l'Opération Barkhane, les réseaux sociaux ont offert un espace pour des discussions animées sur les relations franco-maliennes (Bøås & Torheim, 2020). De même, face aux sanctions économiques de la CEDEAO, ils ont servi de plateforme pour l'expression publique, influençant la politique gouvernementale. L'affaire des 49 militaires ivoiriens a également déclenché des débats intenses, montrant l'impact des réseaux sociaux sur les relations diplomatiques et les décisions politiques (Afrobarometer, 2021).

Les réseaux sociaux au Mali sont donc devenus des outils cruciaux de mobilisation politique et sociale, influençant non seulement la formation de l'opinion publique, mais aussi la politique gouvernementale, reflétant une démocratie plus participative et inclusive.

3.3. Mécanismes de censure et restrictions sur les réseaux sociaux et Exemples de censure et de répression des voix dissidentes.

La liberté d'expression au Mali, un droit fondamental ancré dans la Constitution du 25 février 1992 et réaffirmé dans celle du 22 juillet 2023, est soutenue par diverses lois telles que celle du 7 juillet 2000 sur la presse et celle du 5 décembre 2019 sur la cybercriminalité. Ces textes législatifs, alignés sur des normes internationales comme la Déclaration universelle des droits de l'Homme, incarnent l'engagement du Mali à respecter ce principe essentiel. Toutefois, l'exercice de cette liberté varie à travers le pays, étant plus restreint dans les régions rurales et certaines villes, surtout depuis les troubles de 2012. Les journalistes et les médias, confrontés à des menaces aussi bien d'acteurs étatiques que non étatiques, pratiquent souvent l'autocensure pour des raisons de sécurité.

Malgré l'absence d'un contrôle d'Internet aussi rigoureux qu'en Chine ou en Iran, des formes subtiles de censure et de répression se manifestent sporadiquement au Mali, influençant la liberté des médias et l'expression publique. Déjà, en 2013, le rapport de monitoring de la Fondation pour les Médias en Afrique de l'Ouest (MFWA) indiquait des améliorations en

matière de droits humains et des médias, mais souligne la persistance de défis, particulièrement en termes de censure et de contrôle des médias dans le nord du Mali.

Plus récemment, en 2021, l'étude de la Fondation Friedrich Ebert révèle que bien que le Mali ait ratifié des instruments internationaux sur les droits de l'homme, leur mise en œuvre demeure imparfaite, parfois en conflit avec le cadre juridique national. La loi du 7 juillet 2000 sur la presse instaure un régime de déclaration, et bien que la protection des sources d'information ne soit pas explicitement protégée, elle est observée en pratique. L'accès à l'information publique, garanti par la loi du 19 janvier 1998, est souvent entravé par l'absence de structures adéquates. Par ailleurs, en 2017, 2018 et en 2020, on a pu observer que l'État peut limiter l'accès à internet lors de manifestations ou d'élections, et la loi sur la cybercriminalité permet la saisie de données digitales pour enquête. Toutes choses qui constituent des atteintes graves à la liberté des individus.

Il convient aussi de signaler que le paysage médiatique malien, bien que diversifié, est parfois sujet à des restrictions d'accès. Des entités comme l'AMAP et l'ORTM, sous influence gouvernementale, ainsi que la Haute Autorité de la Communication (HAC), critiquée pour sa partialité, reflètent les défis de l'indépendance des médias. Malgré ces obstacles, des institutions comme l'École Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication offrent une formation de qualité, appréciée par les professionnels. Alors que la Constitution malienne protège la liberté d'expression, son application pratique est nuancée par diverses lois et réglementations gouvernementales. Il est crucial que ces textes législatifs soient appliqués en équilibrant sécurité et ordre public avec le respect des droits fondamentaux, y compris la liberté d'expression, nécessitant une surveillance continue des pratiques gouvernementales et législatives pour garantir la protection et le respect de cette liberté essentielle au Mali.

3.4. Exemples de censure et de répression des voix dissidentes.

Le journalisme citoyen au Mali, stimulé par la digitalisation et l'essor des réseaux sociaux, a profondément transformé le paysage médiatique, offrant une perspective alternative aux médias traditionnels souvent critiqués pour leur partialité (Bertelsmann Stiftung, 2020). Cette évolution est illustrée par le rôle prépondérant des réseaux sociaux durant les événements politiques majeurs, notamment le mouvement Antè Abana en 2017 et les coups d'État successifs en 2020 et 2021 (Sissoko, E.F., 2023).

Face à cette montée en puissance du journalisme citoyen, les départements ministériels et les institutions gouvernementales maliennes ont développé leurs propres infrastructures numériques. Cependant, le rapport de Freedom House (2021) révèle que les opérations gouvernementales demeurent opaques, malgré l'existence de lois offrant un accès public à certaines informations officielles.

Notre étude met en évidence que, bien que le paysage médiatique à Bamako et dans le sud du Mali soit relativement ouvert, il existe des cas de censure, d'autocensure et de menaces contre les journalistes, activistes, intellectuels et autres leaders d'opinions, notamment sur des sujets sensibles comme la sécurité nationale ou la corruption. Les journalistes maliens, malgré une liberté formelle, sont confrontés à des défis sécuritaires et à des pressions subtiles, surtout depuis le coup d'État d'août 2020. Des incidents tels que l'agression de Mamedy Dramé, l'arrestation de Mohamed Youssouf Bathily dit Ras Bah, l'exil de Malick Konaté, et l'enlèvement et l'emprisonnement d'autres figures publiques témoignent de ces risques (Sissoko, E.F., 2023).

Par ailleurs, la suspension de Joliba TV News et de son journaliste Mohamed Ataher Halidou par la Haute Autorité de la Communication (HAC), pour des accusations de diffamation, est perçue comme une forme de répression et contraste avec les principes de liberté et de démocratie établis depuis la révolution de mars 1991 au Mali (Sissoko, E.F., 2023).

La tension entre le gouvernement malien et des médias internationaux comme RFI et France 24, suspendus en avril 2022 à la suite de leurs reportages sur des exactions présumées de l'armée malienne, soulève des inquiétudes quant à la liberté de presse dans le pays. Les journalistes citoyens maliens, qui relayent ces informations, sont régulièrement confrontés à des insultes, agressions et intimidations (Human Right Watch, 2023).

Ces éléments indiquent que, bien que la digitalisation offre des opportunités pour une communication plus transparente et réactive, le gouvernement malien est confronté à des défis en matière de liberté d'information et de respect de la liberté d'expression. La loi sur la cybercriminalité de 2019 et la création d'un Pôle judiciaire spécialisé témoignent des efforts apparents du Mali pour encadrer l'espace numérique, mais ces mesures suscitent des préoccupations quant à une possible sélectivité politique dans le traitement des affaires (Fondation Friedrich Ebert Stiftung, 2021).

On le voit bien, le journalisme citoyen au Mali s'est établi comme un contre-pouvoir significatif, complémentaire à une société civile dynamique et un pilier de la démocratie malienne, malgré les obstacles et risques liés à la censure et à la répression (Voltmer, 2013).

3.5. Les défis de la désinformation et de la manipulation médiatique

La désinformation sur les réseaux sociaux au Mali, exacerbée par l'augmentation de l'accès à Internet, pose un défi majeur, influençant l'opinion publique et exacerbant parfois les tensions (Wardle et Derakhshan, 2017). Les plateformes comme Facebook, Twitter et WhatsApp sont devenues des canaux de diffusion rapide de fausses nouvelles, particulièrement durant les crises politiques ou sociales où elles sont utilisées pour manipuler l'opinion ou discréditer les opposants (Benkler, Faris, et Roberts, 2018).

Face à ce phénomène, des stratégies de lutte contre la désinformation ont été mises en place. Des initiatives telles que Africa Check travaillent à vérifier les faits et démentir les fausses informations (Africa Check, 2021), tandis que le gouvernement malien, jusqu'à 2020, avant le coup d'État, en collaboration avec des organisations internationales et des ONG, menaient des campagnes de sensibilisation sur l'importance de la vérification des informations (UNESCO, 2020).

Cependant, la lutte contre la désinformation doit éviter de se transformer en un outil de répression ou de limitation du débat public (Sissoko, E., 2023). L'initiative "Malicheck" de Lejalon.com et "Factcheck" de Benbere jouent un rôle éducatif important dans la création d'un espace public bien informé. Lejalon.com, lancé en janvier 2020, est une plateforme d'information innovante avec "Malicheck" pour la vérification des faits, devenant un acteur clé durant la crise de la Covid-19. Le projet, soutenu financièrement par des partenaires internationaux, a remporté cinq prix, dont le prix africain du journalisme d'investigation Norbert Zongo en 2021 (Lejalon.com, 2021).

L'Association des Blogueurs du Mali (ABM) a également lancé une initiative de fact-checking en janvier 2022, produisant du contenu en français et bambara pour atteindre un large public. Par ailleurs, l'enseignement des compétences numériques et des méthodes de journalisme d'investigation en ligne est intégré dans le curriculum de l'École Supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication (ESJSC) de Bamako (ESJSC, 2020). Des projets comme ceux d'Internews au Mali, qui forment les journalistes aux outils numériques et à la vérification

des faits, renforcent l'engagement dans la formation adaptée au contexte numérique (Internews, 2022).

Ces initiatives démontrent un paysage médiatique malien en pleine évolution, renforçant l'engagement civique et la responsabilité gouvernementale, et indiquent une transition vers une démocratisation de l'information et une participation citoyenne active. Sur le plan juridique, la cybersécurité et la gestion de la confidentialité des sources, ainsi que le développement de compétences en vérification des faits, sont devenus essentiels, illustrés par la création d'un pôle spécialisé contre la cybercriminalité au Mali. La reconnaissance internationale de ces initiatives souligne leur impact significatif dans le paysage médiatique numérique malien.

4. Méthodologie

Cette recherche adopte une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives, pour examiner l'impact des réseaux sociaux dans le paysage politique et social malien. L'approche méthodologique est structurée pour fournir une compréhension holistique des dynamiques en jeu, en s'appuyant sur des données issues d'entretiens semi-directifs et d'enquêtes quantitatives.

La partie qualitative de l'étude a impliqué des entretiens semi-directifs d'une durée moyenne de 45 minutes. Ces entretiens ont été conduits auprès de divers profils, dont des professionnels des médias, des activistes, des experts en communication numérique, des chargés de communication gouvernementale, des professeurs en communication politique, et des citoyens actifs sur les réseaux sociaux. Ce choix de profils diversifiés a permis d'obtenir des perspectives variées et approfondies sur le sujet (Creswell, 2014).

La partie quantitative, quant à elle, s'est appuyée sur un échantillon de 384 individus, sélectionnés selon la méthode des quotas pour assurer une représentativité de différentes catégories d'utilisateurs de réseaux sociaux au Mali. Bien que cette approche non probabiliste ne permette pas de généraliser les résultats à l'ensemble de la population malienne, elle offre des aperçus significatifs et pertinents sur les comportements et attitudes des utilisateurs de réseaux sociaux dans différents contextes sociaux et politiques (Denzin, 2009).

La combinaison de ces méthodes a permis d'explorer en profondeur les perceptions et les expériences des participants, tout en quantifiant les tendances et les modèles d'utilisation des réseaux sociaux. Cette approche mixte est conforme au paradigme interprétativiste, permettant

une compréhension approfondie des phénomènes étudiés à travers la lentille des expériences et perceptions des individus (Bryman, 2016).

Les données recueillies ont été analysées en utilisant SPSS et Stata, permettant une analyse approfondie et une interprétation rigoureuse des résultats. La richesse des données qualitatives recueillies a été complétée par la précision statistique des données quantitatives, offrant ainsi une vue d'ensemble complète et nuancée de l'impact des réseaux sociaux sur la société malienne (Krippendorff, 2018).

Dans l'ensemble, cette méthodologie mixte aligne notre recherche avec les tendances actuelles en sciences sociales, où la combinaison des méthodes quantitatives et qualitatives est de plus en plus privilégiée pour une compréhension complète des phénomènes sociaux complexes (Tashakkori & Teddlie, 2010).

5. Résultats et Discussions

5.1. Résultats

Notre étude, combinant analyses quantitatives et qualitatives, révèle des résultats significatifs concernant l'impact des réseaux sociaux dans le paysage médiatique et politique malien. Environ 70% des utilisateurs, principalement sur Facebook et WhatsApp, ont participé à des mouvements sociaux et politiques. Ces plateformes ont joué un rôle crucial, avec 80% des manifestations de 2020 et 2021 coordonnées ou renforcées via ces réseaux. Cette proportion est ramenée à 100%, quand il s'agit d'activités politiques, comme les congrès, meetings ou autres rassemblements d'envergure.

Concernant la censure et l'autocensure, près de 68% des journalistes et professionnels des médias de notre échantillon ont exprimé des préoccupations liées à la censure ou pratiqué l'autocensure, surtout sur des sujets sensibles comme la justice ou les questions sécuritaires. Environ 73% ont signalé des pressions ou des menaces directes en lien avec leur contenu sur les réseaux sociaux. Parmi l'échantillon, 92% estiment que la pauvreté actuelle du débat public et le faible niveau des interactions sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, est dû à l'autocensure.

En effet, dans le contexte actuel de la transition politique au Mali, le débat public a subi des transformations notables, conduisant à une évolution significative des comportements de communication des internautes. Selon notre échantillon, un pourcentage considérable, soit 59%, admettent éviter toute participation dans des groupes publics de discussion, préférant se

regrouper dans des cercles plus restreints et familiers. Cette tendance est encore plus prononcée, avec 89% des répondants affirmant discuter de l'actualité politique uniquement dans des groupes WhatsApp comprenant une dizaine de personnes au maximum, où tous les membres sont connus et partagent des sensibilités similaires. Par ailleurs, dans un total de 4/5 des groupes WhatsApp observées, les administrateurs ont au cours des trois semaines de notre enquête, lancé en moyenne trois (3) messages de mise en garde contre ceux qui partagent des informations sur les attaques de camps militaires ou de défaites supposées ou vraies de l'armée. Ce phénomène suggère une réticence croissante à s'engager dans des espaces de discussion ouverts, exacerbée par des craintes de répercussions négatives. En effet, 83% des participants de l'étude expriment une appréhension face à un niveau de débat considéré comme particulièrement bas, marqué par des invectives et des insultes. La crainte de la prison ou d'autres formes de répression est également un facteur dissuasif important, limitant la liberté d'expression et incitant à une autocensure prudente.

Cette situation met en lumière les défis auxquels sont confrontés les espaces de débat public au Mali. L'environnement politique en transition semble avoir engendré une atmosphère de méfiance et d'insécurité, influençant profondément la manière dont les citoyens choisissent de communiquer et de s'engager dans les discussions politiques. Ces tendances révèlent non seulement une polarisation croissante et un manque de tolérance pour la diversité des opinions, mais soulignent également les obstacles à un échange démocratique et ouvert d'idées dans le contexte malien actuel.

En conséquence, ces comportements de repli sur des groupes plus restreints et homogènes, tout en offrant un sentiment de sécurité et de compréhension mutuelle, pourraient potentiellement limiter la portée et la diversité des échanges démocratiques. Ils reflètent une dynamique sociale où la sécurité personnelle et l'harmonie au sein de groupes de pensée similaires sont privilégiées au détriment d'une participation plus large et potentiellement conflictuelle dans le débat public. Sur le front de la désinformation et de la manipulation médiatique, environ 95% des utilisateurs ont rencontré des fausses nouvelles ou de la désinformation, en particulier pendant les crises politiques ou sécuritaire comme les attaques de camps militaires. Les initiatives de vérification des faits telles que "Malicheck" ont touché 50% de la population en ligne, contribuant à lutter contre la désinformation.

Les campagnes de sensibilisation et les initiatives de vérification des faits ont eu un impact positif, avec 65% des participants qui affirment être devenu plus critiques vis-à-vis des

informations partagées. Environ 81% des participants ont ressenti une restriction de leur liberté d'expression due à la loi sur la cybercriminalité de 2019, évoquant des inquiétudes sur la surveillance et la censure en ligne. Néanmoins, 45% des utilisateurs se sentent plus libres d'exprimer leurs opinions politiques et sociales en ligne comparé aux médias traditionnels⁵.

En ce qui concerne la transition vers le journalisme multimédia, 75% des journalistes maliens utilisent activement les réseaux sociaux pour la collecte et la diffusion d'informations, soulignant un changement significatif vers un journalisme numérique. Cependant, ce résultat est contrasté quand il s'agit de la présence en ligne ou sur les réseaux sociaux de leur organe de presse, (seulement 27% ont un site internet ou une page fonctionnelle et mis régulièrement à jour, au nom de leurs organe).

Pour la participation et l'engagement citoyen, 75% des jeunes Maliens utilisent les réseaux sociaux comme principal moyen de s'informer et de participer aux débats politiques. Les groupes de discussion sur WhatsApp et Facebook ont vu une augmentation de 40% en termes de membres actifs pendant les périodes électorales et les crises politiques.

Ces résultats mettent en évidence l'importance croissante des réseaux sociaux dans la sphère politique et sociale au Mali, révélant une évolution des modes de communication et de mobilisation, tout en soulignant les défis liés à la censure, à la désinformation et à l'impact des lois gouvernementales sur la liberté d'expression.

Tableau 2 : Récapitulatif des résultats de l'enquête qualitative

Rubrique	Résultats	Interprétation
Participation aux mouvements	70% des utilisateurs sur Facebook et WhatsApp participent activement.	Les réseaux sociaux sont des outils efficaces de mobilisation politique et sociale au Mali.
Censure et autocensure	68% des journalistes concernés.	Les professionnels des médias sont influencés par la censure et l'autocensure.
Désinformation	95% des utilisateurs confrontés, surtout en crise.	La désinformation est un problème majeur, particulièrement en période de crise.
Comportement des internautes	89% évitent les groupes publics, préférant les cercles restreints.	Les internautes privilégient des discussions sécurisées dans des groupes familiaux.

⁵ Il convient de préciser qu'il s'agit généralement de soutiens de la transition de notre échantillon.

Liberté d'expression et loi sur la cybercriminalité	81% ressentent une restriction de leur liberté.	La législation sur la cybercriminalité peut limiter la liberté d'expression.
Transition vers le journalisme numérique	75% des journalistes s'engagent dans le journalisme numérique.	Le journalisme au Mali évolue vers le numérique, reflétant un changement significatif.
Engagement des jeunes	75% des jeunes utilisent les réseaux sociaux pour s'informer et débattre.	Les jeunes Maliens s'engagent politiquement et socialement via les réseaux sociaux.

Source : Auteurs, 2024

5.2. Discussions

La discussion des résultats de notre étude sur l'utilisation des réseaux sociaux au Mali révèle une série de dynamiques complexes et interconnectées, s'inscrivant dans un cadre théorique élargi et diversifié. L'utilisation extensive de ces plateformes pour la mobilisation politique et sociale, confirmée par 70% des utilisateurs, échoit aux théories de Shirky (2011) et Castells (2015). Ces théories mettent en lumière la capacité des réseaux sociaux à transcender les frontières traditionnelles de la communication, permettant ainsi une mobilisation collective et un engagement citoyen plus étendus, particulièrement remarquables durant les crises politiques de 2020 et 2021.

Parallèlement, les résultats relatifs à la censure et à l'autocensure dans les médias maliens, avec près de 68% des professionnels exprimant des inquiétudes, reflètent les observations de Repnikova (2017) et Diamond (2010). Ces résultats soulignent une tension entre la liberté d'expression et les impératifs de sécurité, particulièrement dans des contextes de crise, illustrant l'impact des contextes politiques et sécuritaires sur le paysage médiatique.

La désinformation et la manipulation médiatique, quant à elles, représentent un défi significatif. Conformément aux travaux de Sunstein (2018) et Wardle et Derakhshan (2017), environ 95% des utilisateurs de réseaux sociaux au Mali ont été confrontés à des fausses nouvelles ou à de la désinformation, en particulier pendant les périodes de crise politique ou de conflit. Cette tendance suggère que les réseaux sociaux peuvent être des vecteurs de désinformation, affectant la qualité du débat public et la prise de décision éclairée.

Face à ces défis, les initiatives de vérification des faits et d'éducation aux médias, en alignement avec les perspectives de Livingstone (2004) et Lewandowsky et al. (2012), jouent un rôle crucial. Ces efforts contribuent à promouvoir une culture de l'information responsable,

essentielle pour contrer la désinformation et renforcer la résilience de la société face aux manipulations médiatiques, tout en évitant la censure ou la restriction excessive de la liberté d'expression.

L'impact de la législation gouvernementale sur la liberté d'expression, souligné par les préoccupations de Deibert et Rohozinski (2010) et Zittrain (2008), indique l'importance d'un cadre législatif équilibré. Ce cadre doit protéger la liberté d'expression tout en garantissant la sécurité et l'ordre public, équilibrant ainsi les droits de l'homme avec les exigences de sécurité. Enfin, la transition vers un journalisme multimédia, conforme aux idées de Pavlik (2001) et Deuze (2007), marque une évolution significative du paysage médiatique malien. Cette transition souligne la nécessité de formations adaptées aux réalités digitales et aux compétences en vérification des faits, illustrant l'évolution du journalisme contemporain dans le contexte malien.

L'analyse des résultats confirme le rôle complexe et multidimensionnel des réseaux sociaux au Mali. Ces plateformes servent à la fois de vecteurs de changement social et politique et de terrains confrontés à des défis de désinformation et de censure. Ces constatations offrent un aperçu précieux des dynamiques actuelles au Mali et indiquent des directions pour des recherches futures dans des contextes sociopolitiques similaires.

5.3. Perspectives et recommandations

L'expansion des réseaux sociaux au Mali, portée par une augmentation de l'accès à Internet et la popularisation des smartphones, présage une influence accrue du journalisme citoyen et un engagement politique et social renforcé, en particulier parmi les jeunes. Cette évolution promet d'enrichir la formation de l'opinion publique et de stimuler la mobilisation civique, un phénomène corroboré par notre étude et souligné dans les travaux de Voltmer (2013). À l'avenir, ces plateformes pourraient devenir des vecteurs encore plus puissants pour la démocratie participative et le débat public.

Pour renforcer la liberté d'expression tout en minimisant la censure, des réformes législatives s'imposent. Une révision de la loi sur la cybercriminalité est nécessaire pour prévenir son utilisation abusive et maintenir un équilibre entre la sécurité et les libertés civiles, comme recommandé par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung (2021). Cette réforme doit viser à protéger non seulement les journalistes mais aussi les citoyens ordinaires, dont la voix est de plus en plus audible sur les plateformes numériques.

L'intégration de programmes d'éducation aux médias dans les cursus scolaires est cruciale pour développer l'esprit critique des jeunes face à l'information en ligne. Cette éducation doit englober la sensibilisation à la désinformation, l'apprentissage de la vérification des faits et la promotion d'une utilisation responsable des médias, comme l'encourage l'UNESCO (2020). L'éducation aux médias doit être considérée comme un investissement à long terme pour renforcer la démocratie et l'engagement civique.

Le développement de médias indépendants et diversifiés est nécessaire pour offrir des sources d'information alternatives et crédibles, renforçant ainsi le pluralisme médiatique et la liberté d'expression. Le soutien à ces médias peut prendre diverses formes, telles que des subventions, des formations et un accès facilité aux technologies numériques.

La promotion de la vérification des faits et la collaboration avec les plateformes sociales sont essentielles pour lutter contre la désinformation et les fausses nouvelles. Il est important de collaborer avec les entreprises de réseaux sociaux pour développer des outils et politiques qui identifient et limitent la propagation de la désinformation, tout en respectant la liberté d'expression.

Des campagnes de sensibilisation publique sont nécessaires pour informer les citoyens sur les risques de la désinformation et encourager le partage d'informations vérifiées. Ces campagnes peuvent inclure des ateliers, des séminaires et l'utilisation des médias pour diffuser des messages sur l'importance de l'exactitude de l'information.

La promotion du journalisme citoyen responsable est également cruciale. Il est important de soutenir des initiatives qui forment les citoyens aux principes du journalisme éthique, en mettant l'accent sur la neutralité, la vérification des faits et le respect de la vie privée. Ces initiatives peuvent inclure des ateliers de formation, des concours de journalisme citoyen et la création de plateformes en ligne pour partager des pratiques exemplaires.

Enfin, le dialogue entre le gouvernement, les médias, la société civile et les citoyens est recommandé pour échanger sur les meilleures pratiques concernant l'utilisation des réseaux sociaux. Ces forums de discussion peuvent favoriser la compréhension mutuelle, l'élaboration de politiques inclusives et la promotion d'un espace public ouvert et dynamique.

En somme, ces recommandations visent à créer un environnement où les réseaux sociaux au Mali peuvent être utilisés de manière constructive et responsable, favorisant ainsi un espace public ouvert et dynamique, essentiel à la consolidation démocratique et au renforcement de la société civile.

5.4. Les limites de l'étude

Notre étude sur les réseaux sociaux au Mali, bien qu'offrant des insights importants, présente certaines limites. La méthode des quotas, utilisée pour sélectionner les 384 individus de l'échantillon, restreint la généralisation des résultats à l'ensemble de la population malienne. Les changements rapides dans le paysage numérique peuvent également rendre nos conclusions rapidement obsolètes, nécessitant des mises à jour constantes des données (Krippendorff, 2018).

Les informations auto-déclarées, une part significative de notre étude, introduisent un biais potentiel, affectant la fiabilité et l'objectivité des résultats. De plus, l'intégration des méthodes qualitatives et quantitatives présente des défis en matière d'interprétation et de cohérence des données (Bryman, 2016).

Notre étude n'a pas couvert tous les aspects pertinents de l'utilisation des réseaux sociaux, tels que leur impact sur les jeunes, les groupes marginalisés et les communautés rurales, soulignant la nécessité de recherches complémentaires dans ces domaines (Castells, 2015). En outre, des facteurs externes comme les politiques gouvernementales et les conditions économiques, qui peuvent influencer significativement l'utilisation des réseaux sociaux, n'ont pas été pleinement explorés.

En conclusion, bien que notre étude apporte une contribution significative à la compréhension de l'utilisation des réseaux sociaux au Mali, ses limitations mettent en évidence la nécessité d'une recherche continue et plus approfondie pour saisir pleinement ce phénomène complexe et en constante évolution.

5.5. Conclusion

Dans cette conclusion, nous procédons à une analyse critique des hypothèses formulées au prélude de notre étude, en les confrontant aux résultats obtenus, tout en les ancrant dans un cadre théorique adéquat, propre à l'univers académique.

Considérons tout d'abord l'Hypothèse 1 (*H1*), qui postulait que les réseaux sociaux tels que Facebook et WhatsApp joueraient un rôle prééminent dans la mobilisation politique et sociale au Mali, en particulier durant les crises. Les résultats de l'étude corroborent avec force cette hypothèse, révélant que 70% des utilisateurs s'engagent activement dans des actions politiques et sociales via ces plateformes. Cette observation s'aligne étroitement avec la théorie de la Démocratisation des Médias, mise en avant par Voltmer (2013), mettant en exergue le rôle

crucial des médias numériques dans l'habilitation des citoyens et la facilitation de la mobilisation collective.

S'agissant de l'Hypothèse 2 (**H2**), qui anticipait une pratique d'autocensure par les professionnels des médias au Mali et une censure étatique et non étatique influençant la liberté d'expression sur les réseaux sociaux, les données collectées apportent un éclairage significatif. En effet, environ 68% des journalistes de l'échantillon étudié ont admis recourir à l'autocensure, notamment sur des sujets délicats. Cette réalité trouve un écho dans la théorie du Gatekeeping, élaborée par Shoemaker & Vos (2009), décrivant la capacité des autorités et d'autres acteurs de pouvoir à réguler l'accès et la diffusion de l'information.

Passons ensuite à l'Hypothèse 3 (**H3**), qui avançait que les réseaux sociaux pourraient servir de vecteurs pour la propagation de fausses nouvelles et de désinformation, impactant ainsi l'opinion publique et exacerbant les tensions sociales et politiques au Mali, spécialement durant les crises. Les résultats de l'étude confirment de manière significative cette hypothèse, avec un pourcentage alarmant de 95% des utilisateurs confrontés à de la désinformation. Cette tendance s'accorde avec la théorie de l'Agenda-Setting de McCombs & Shaw (1972), qui met en lumière le pouvoir des médias dans la formation de l'opinion publique.

En somme, la confrontation approfondie des hypothèses avec les résultats obtenus et les cadres théoriques pertinents met en relief la complexité et la dualité du rôle des réseaux sociaux dans le contexte socio-politique malien. D'une part, ces plateformes se révèlent être des catalyseurs efficaces pour la mobilisation politique et l'engagement civique, mais d'autre part, elles sont également le théâtre de désinformation et de restrictions sur la liberté d'expression. Cette étude met en exergue la nécessité impérieuse d'une régulation équilibrée et de mesures de renforcement des capacités, afin de maximiser le potentiel des réseaux sociaux comme instruments de démocratisation et de participation civique dans le Mali contemporain.

Implications et Perspectives des réseaux sociaux en contexte malien

L'étude sur les réseaux sociaux au Mali révèle des implications importantes pour la politique et la société, nécessitant une réglementation équilibrée pour protéger la liberté d'expression tout en limitant la désinformation. Le défi pour le gouvernement malien est de moderniser le cadre réglementaire, en particulier la loi sur la cybercriminalité de 2019, pour répondre aux réalités numériques tout en respectant les principes démocratiques. Cette recherche ouvre des pistes pour des études futures sur l'impact des réseaux sociaux dans différents domaines de la société

malienne, et souligne la nécessité d'une attention continue de la part des chercheurs, des politiques et de la société civile.

.

REFERENCES:

Abdelnour, S., & Bernard, Y. (2018). Digital platforms and the changing landscape of media capitalism. *Journal of Digital Media Studies*, 5(2), 45-62.

Belair-Gagnon, V. (2012, March). How did social media change the BBC Journalism Fundamentals: Homogeneity and heterogeneity of norms and values. In *Communiquer dans un monde de normes. L'information et la communication dans les enjeux contemporains de la "mondialisation"*. (p. 235).

Bell, E. J., & Owen, T. (2020). The digital transformation of journalism. *Palgrave Macmillan*. pp. 48-54.

Benedetto-Meyer, M., & Klein, A. (2017). Digital revolution and its impact on media and communication. *International Journal of Media Studies*, 8(3), 1-15.

Bøås, M., & Torheim, L. E. (2013). The international intervention in Mali: "Desert blues" or a new beginning? *International Journal*, 68(3), 417-423.

Bruns, A. (2019). Citizen journalism: Global perspectives. *Peter Lang*.

Castells, M. (2015). Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age. *Polity*.

Cheeseman, N., Lynch, G., & Willis, J. (2019). Digital dilemmas: The unintended consequences of election technology. *Cambridge University Press*.

Creswell, J. W. (2014). Research design: Qualitative, quantitative, and mixed methods approach. *Sage Publications*.

DataReportal. (2023). Digital 2023: Mali. Retrieved from <https://datareportal.com/reports/digital-2023-mali>.

Denzin, N. K. (2009). The elephant in the living room : Or extending the conversation about the politics of evidence. **Qualitative research**, 9(2), 139-160.

Derkaoui, G., & Ennassiri, H. (2023). Réseaux Sociaux chez les Jeunes Marocains: Impact sur la Dynamique Familiale. *Revue Internationale du chercheur*, 4(3).

Diarra, D. (2024). Leçon de démocratie et de déontologie au "temple de la discipline". *L'Harmattan*. Paris, ISBN: 9782336428000. Permalink: <http://digital.casalini.it/9782336428000> - Casalini id: 5654724.

Fakaba SISSOKO, E. . & al. (2024). Entre Instabilité et Développement : Analyse de l'impact de l'endettement par le marché régional des titres publics et la stabilité politique sur la Croissance économique au Mali (2011-2023). *Revue Du contrôle, De La Comptabilité Et De*

l'audit, 7(4). pp : 224- 249. Retrieved from <https://www.revuecca.com/index.php/home/article/view/985>

Fofana, I. (2023). Citoyenneté numérique dans la transition malienne depuis 2020. **Langues, Cultures et Communication**, 7(1), 51-63.

Fondation Friedrich Ebert Stiftung. (2021). Barometre des Médias en Afrique. Retrieved from <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/africa-media/19713.pdf>

Freedman, D. (2017). The contradictions of media power. **Bloomsbury Publishing**.

Ghannam, J. (2016). Networked news, racial divides: How power and privilege shape public discourse in progressive communities. **Knight Foundation**.

Gyimah-Boadi, E. (2020). Les Maliens, autant désireux de changement que demandeurs de démocratie.

Heywood, E. (2024). Radio and Women's Empowerment in Francophone West Africa. *Springer Nature*.

Howard, P. N., & Hussain, M. M. (2013). Democracy's fourth wave? Digital media and the Arab Spring. *Oxford University Press*.

Jenkins, H. (2006). Convergence culture: Where old and new media collide. *NYU Press*.

Krippendorff, K. (2018). Content analysis: An introduction to its methodology. *Sage Publications*.

Laamraoui, S.-E., al.,(2023). La résilience digitale : un concept à explorer. *Revue Du contrôle, De La Comptabilité Et De l'audit*, 7(3). Retrieved from <https://www.revuecca.com/index.php/home/article/view/965>

Lewandowsky, S., Ecker, U. K. H., & Cook, J. (2020). The conspiracy theory handbook. *Center for Climate Change Communication*.

Machleid, F.,al. (2020). Perceptions of digital health education among European medical students: mixed methods survey. *Journal of medical Internet research*, 22(8), e19827.

Mosco, V. (2009). The political economy of communication. **Sage Publications**.

Newman, N., al.,(2020). Reuters Institute Digital News Report 2020. *Reuters Institute for the Study of Journalism*.

Okolloh, O. (2009). Ushahidi, or 'testimony': Web 2.0 tools for crowdsourcing crisis information. *Participatory Learning and Action*, 59(1), 65-70.

Roberts, H., Bhargava, R., Valiukas, L., Jen, D., Malik, M. M., Bishop, C. S., ... & Zuckerman, E. (2021, May). Media cloud: Massive open source collection of global news on

the open web. In *Proceedings of the International AAAI Conference on Web and social media* (Vol. 15, pp. 1034-1045).

Ouedraogo, R. (2020). Afrobarometer survey: Can Digitalization Help Deter Corruption in Africa?. *Document de travail du FMI*, 2020(68).

Polet, F. (2024). Afrique subsaharienne : entre révoltes populaires et restaurations autoritaires. *Centre tricontinental*.

Sidorenko Bautista, P., Alonso-López, N., & Giacomelli, F. (2021). Fact-checking in TikTok. Communication and narrative forms to combat misinformation. *Revista Latina de Comunicación Social*, (79), 87-113.

Sissoko, E. F. (2023). Les dynamiques du secteur privé malien: Les défis de la création, du développement et du financement des entreprises. *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, 6(4). pp: 1374 -1396

Sissoko, E.F., & Dembélé A., (2023). La digitalisation et le journalisme : L'impact des réseaux sociaux et du journalisme citoyen sur la scène médiatique malienne. *Revue Francophone d'Économie et de Gestion*, 2(1), pp. 152-176.

Sissoko, E. F., & Dembélé, K. (2023). Analyse des conséquences des sanctions économiques de la CEDEAO en 2022 : Examens de l'endettement et de la stabilité macroéconomique du Mali. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 4(12), pp: 165-182.

Tandoc Jr., E. C., Lim, Z. W., & Ling, R. (2020). Defining "Fake News. *Council of Europe*
Togola, M., & de Bruijn, M. (2023). Les réseaux sociaux dans la dynamique des conflits au centre du Mali : un exemple de journalisme citoyen à travers la plateforme numérique KI. *Revue Canadienne des Études Africaines*, 57(2).

Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policymaking. Strasbourg: *Council of Europe*, Vol. 27, pp. 1-107.